



BNP PARIBAS

VOS REPRÉSENTANTS



Sophie
CREPEAUX
06 98 54 95 03



Juan Antonio
GONZALEZ
06 67 24 54 97



Claudine OMS
07 61 41 04 82



Yannick
MARGERIE
06 73 98 52 45



Stéphanie
BOUKOBZA
07 86 23 54 74

Christine DELSAHUT

Adama FAYE

Amel HASSANE

Valérie VERMONT



L'INFORMATION DE VOS ELUS CFDT

INFO CSEE JUIN

juin 2022

IDF OUEST

POINT RESSOURCES HUMAINES

Le Responsable des Ressources Humaines de la région IDF Ouest est venu présenter les derniers chiffres sur la situation des effectifs.

Une résorption des postes vacants pour le début de l'été, la situation reste tendue.

Des difficultés de recrutement, les raisons principales :

- **58 postes vacants**
- **Un flux de CV insuffisant**
- **Des critères de sélection peut-être trop élevés ?**
- **En effet pour 130 CV reçus, 80 sont transmis à Staffing qui n'en retient que 30 pour donner lieu à seulement 2 recrutements!**

Pour palier à ce manque de candidature, la direction :

- Lance l'opération « *balance ton copain* »
- Présence des recruteurs BNPP sur les salons ainsi que dans les écoles et universités.
- Ne constate pas d'écart de rémunération significative entre Paris, IDF Est et IDF Ouest.
- 105 Conseillers et Chargés de renfort ainsi que de 37 Chargés de Mission Régionale (dont 27 pour le réseau d'agences).
- Départs des nouveaux entrants: le taux de fin de période d'essai s'établit à 7%, ce qui est dans la norme.
- Les démissions atteignent le nombre de 60 depuis le début de l'année, soit 90 en projection sur l'ensemble de l'année (pas de dérive constatée à ce jour). Elles se font à près de 50 % sur tous **les postes de conseillers particuliers**.



3 TERRITOIRES restent plus particulièrement en difficultés RH:

Neuilly, Colombes et Boulogne.

Pour vos élus CFDT

- ⇒ Il est impératif que vos représentants soient plus régulièrement associés au dialogue sur cette situation chronique de déséquilibre RH.
- ⇒ Comme les élus CFDT l'ont demandé lors de la présentation du nouveau dispositif « d'agences appuyées » la direction laisse entendre qu'elle pourrait dorénavant partager avec les élus la liste des agences en difficultés.
- ⇒ Effectivement nous constatons plus de sorties par rapport aux entrées.
- ⇒ Pour faciliter l'arrivée et l'intégration des nouveaux entrants, les élus CFDT rappellent leurs propositions :
- ↘ Baisse de 20 % des objectifs d'une agence par nouvel entrant accueilli pour compenser la perte d'activité liée au temps qui lui est consacré
- ↘ Baisse de 20 % des objectifs de l'agence acceptant de libérer provisoirement un salarié expérimenté pour renforcer une agence en difficulté.

Vos élus CFDT demandent: à BNPPARIBAS de solliciter l'Association Française des Banques afin d'organiser une campagne de communication et de valorisation des métiers de la banque.



Vague de chaleur

Comme suite à notre signalement effectué en CSEE, voici les derniers éléments disponibles sur le site du gouvernement.

Il est notamment prévu la mise en place d'un plan de prévention et la mise à jour des DUERP pour les sites soumis à de fortes chaleurs.

Dans une note publiée le 30 mai dernier, le [Ministère du Travail](#) appelle les employeurs à aménager, si possible, les horaires de travail en fonction de la chaleur. Un autre document recommande la mise à disposition d'eau potable à proximité des postes de travail.

Les élus CFDT demandent à la direction, à la main des seuls DIA pour les salariés qui en feraient la demande:

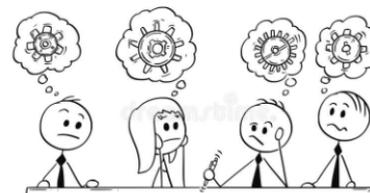
d'une part de favoriser le télétravail s'ils y sont éligibles

et d'autre part de faciliter les départs anticipés afin d'éviter notamment les heures de pointe dans les transports en commun.

Loi du 22 août 2021 « portant sur la lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ».

Cette loi entraînant une modification du rôle du CSEE en matière de protection de l'environnement, les élus CFDT demandent l'intégration dans le règlement intérieur du rôle environnemental du CSEE dans sa mission, notamment au regard des conséquences environnementales des décisions prises par l'entreprise, le CSEE devant être informé et consulté sur l'impact environnemental des projets présentés. Les élus CFDT demandent la création, l'extension de l'appellation BDES en Base de données économiques, sociales et environnementales ainsi que la création d'une commission environnementale et la co-construction avec les organisations syndicales d'une formation pour tous les élus.

CONSULTATION SUR LES PROJETS SUIVANTS



1) Projet de transformation de l'Espace Conseil de Bonnières en Agence

Les élus Cfdt donnent un avis positif

2) Fermeture de l'agence d'Issy-les-Moulineaux Ouest et du Perray-en-Yvelines

Notre Direction n'a eu de cesse d'invoquer le caractère « essentiel » de notre activité depuis le début de la crise sanitaire pour justifier le maintien de l'ouverture des agences et la présence des salariés en leur sein.

Notre direction régionale nous soumet la fermeture de ces mêmes agences et la suppression de certains de ces mêmes postes « essentiels ».

Au-delà des considérations humaines et sociales habituellement de mise pour étayer nos avis défavorables, comment pourrions-nous dorénavant être en mesure de rendre un avis, compte-tenu de la rupture de notre activité « essentielle » d'opérateur d'intérêt vital ?

Comment pourrions-nous légitimer, par un avis, cette entorse à la Responsabilité Sociétale et Environnementale de notre entreprise « à mission » inclusive ?

Considérant que c'est à la direction seule qu'il appartient de résoudre ce dilemme,

Les élus CFDT ne seront donc plus en mesure de rendre d'avis sur les projets de fermeture d'agence, dont ils continueront néanmoins de contester le bienfondé humain et social.

3) Projet de déménagement de la Succursale de Mantes Vallée de Seine

Par l'intermédiaire du directeur de territoire de Mantes Vallée de Seine, la direction nous a présenté un projet intitulé « Projet de déménagement de la succursale de Mantes Vallée de Seine ».

Les élus CFDT, ont indiqué à la direction que cette dénomination est erronée puisque sous ce titre « fourre-tout » figurent un empilement de projets qui auraient dus chacun faire l'objet séparément d'une information en vue d'une consultation (déménagements des équipes de la banque privée et de l'espace entrepreneurs, travaux d'aménagement d'un espace BP, fermeture d'une filière espèces).

Ajouté à cela, le fait que nous apprenions en séance qu'une réunion de la CSSCTE s'est tenue sur ce dossier sans qu'à défaut d'y être conviés nous n'en soyons informés par vos soins,

les élus CFDT regrettent de ne pas pouvoir rendre d'avis quand bien même ces projets feraient sens sous certaines réserves individuellement.

Titres Restaurant Edenred

Problème d'attribution

Les collègues travaillant du mardi au samedi matin se sont vus retirer un titre restaurant pour le samedi matin travaillé.

Pour la Direction il s'agit d'un problème technique. La samedi matin travaillé donne bien le droit à la distribution d'un Titre Restaurant.

Vos élus CFDT ont demandé à la direction la régularisation des Tickets restaurant non distribués depuis le mois d'avril.

La régularisation se fera rétroactivement à la fin juillet avec un prélèvement sur votre bulletin de salaire de fin août.

Covid 19

Comme nous le constatons tous autour de nous, le nombre de cas enregistre une forte recrudescence.

Vos élus CFDT demandent à la Direction:

Quelles sont les préconisations de la médecine du travail face aux inquiétudes des salariés et de leurs représentants au regard des réunions, rassemblements et événements festifs réalisés dans une grande promiscuité et parfois dans des salles non aérées pendant plusieurs heures.

Cette question s'inscrit bien entendu aussi dans le cadre du respect par notre employeur en matière de prévention pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs

Rentrée CENTRALE / SUPELEC

Au-delà des dispositions actuellement en vigueur

les élus CFDT réitèrent leur demande :

- ♦ une revalorisation de la prime pour les cadres au forfait
- ♦ l'attribution d'une prime aux salariés aux horaires collectifs en complément du paiement et/ou de la récupération des heures supplémentaires majorées.

Une question: contactez-nous



Cfdt:

BANQUES ET ASSURANCES

SENGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

DECLARATION DE VOS ÉLUS

Madame la Directrice de Région,

Vous nous avez présenté un bilan contrasté pour les premiers mois de l'année dont nous salvons le réalisme, car en effet, « il y aurait de quoi déprimer... ».

Mais vous avez aussi délivré un message porteur d'espoir pour les mois à venir que nous relaterons tant la vitesse de retournement de la hausse des taux semble avoir eu un effet immédiat et mécanique sur le PNB déjà en hausse de 7,5 %.

Tout en vous rappelant que notre rôle ne se limite pas aux seuls projets que vous présentez (nous conseillons, accompagnons et représentons les salariés au quotidien aussi), nous avons toutefois été sensibles aux remerciements adressés aux partenaires sociaux.

Sur la forme, nous regretterons qu'après nous avoir reproché de mettre sur un même plan les attentats, la crise covid, les projets de réorganisation et la pression sur le commerce pour expliquer le stress des salariés de notre région alors que nous ne faisons que reprendre les propos de psychologues et de sociologues du travail sur ce sujet, vous en fassiez autant au sujet des éléments de contexte que vous mettez à votre tour au même niveau (guerre en Ukraine, crise sanitaire, difficultés RH,...).

Sur le fond, nous conserverons une interrogation au sujet des codes UO des espaces entrepreneurs, chantier que vous nous annoncez en cours d'achèvement alors que nous le pensions déjà fini et mis en place au regard des informations recueillies en CSEE.

Nous vous rappellerons aussi nos propositions pour résorber les difficultés RH, que nous savions pour notre part devoir perdurer au-delà du début de l'été au regard de notre observation de la réalité du terrain, que ce soit pour pallier le temps consacré à l'arrivée et à l'intégration des nouveaux entrants (baisse des objectifs des agences les accueillant et des agences libérant des salariés expérimentés pour renforcer les agences), qu'en matière de logements (fins des fermetures et transferts de sites sur l'est parisien, garantie employeur pour les salariés locataires sous certaines conditions), de transports (augmentations de la prime forfaitaire et des IK) que de revalorisation des grilles de salaires pour tous.

Enfin, un dernier point de rappel au sujet du **projet de La Défense**. Bien que nous comprenions votre envie d'en parler, la confidentialité demandée avec une certaine insistance aux élus, s'imposait à tous jusqu'au jour de la présentation.

INFORMATION / CONSULTATION

Projet de transfert de l'agence 3 la Défense du territoire de Neuilly au territoire de Courbevoie

La direction indique que ce dossier a pour but :

De présenter une vue d'ensemble de leur projet de développement/investissement sur le quartier d'affaires de la défense, à horizon 2022-2024, et

De poser les différentes briques qui feront ensuite l'objet de consultations au gré de nouveaux projets potentiels à venir, dont pour cette première séquence : le projet de transfert de l'agence du 3 Défense sur Courbevoie.

Quand bien même ce projet pourrait faire sens, et ce malgré les fermetures récentes de deux agences sur Nanterre que les élus Cfdt ne peuvent que regretter puisque cette commune est considérée aujourd'hui comme point central et névralgique d'une zone d'influence.

En effet, il nous sera demandé de rendre un avis et donc de nous engager non pas sur une brique mais sur un chapeau, une charpente ou un toit pour prolonger la métaphore de la construction sous lequel seront ultérieurement posées des briques dont nous ne connaîtrons le contenu précis et détaillé qu'ultérieurement.

les élus Cfdt informent la direction qu'ils ne seront très certainement pas en mesure de rendre un avis sur ce projet sans une présentation des éléments détaillés de l'ensemble des briques du projet dont vous disposez en grande partie en tant qu'architectes gestionnaires avisés et anticipateurs soucieux d'élaborer des plans complets et détaillés.

Sur l'ensemble de ce projet fortement structurant, et parce que nous ne sommes pas des experts spécialisés en matière de restructurations et réorganisations, les élus Cfdt demanderont le vote d'une expertise externe et indépendante pour accompagner l'ensemble des élus CSEE dans la préparation de ces avis.